



QUÉBEC

DÉBATS

de

L'Assemblée législative

du

QUÉBEC

TROISIÈME SESSION - 27^e Législature

Le vendredi 14 février 1964

Vol. 1 - No 24

Président: l'honorable Richard Hyde

L'Imprimeur de la Reine: Roch Lefebvre

Le numéro, 5 cents - Abonnement: une session, \$3.00
Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Comptable de l'Assemblée législative, Québec.

TABLE DES MATIÈRES

Bill 16 adopté en 3 ^e lecture.....	1001
Bill 48 - Vote en 3^e lecture	
M. Jean-Jacques Bertrand (Missisquoi).....	1001
Le Procureur-général (M. René Hamel).....	1001
Le premier ministre (M. Jean Lesage).....	1002
Bill 8 - Comité plénier	
Le Secrétaire de la province (M. Bona Arsenault).....	1004
Le chef de l'Opposition (M. Daniel Johnson).....	1005
M. Jean-Jacques Bertrand (Missisquoi).....	1006
Bill 17 - Comité plénier	
Le ministre des Travaux publics (M. René St-Pierre).....	1011
Le chef de l'Opposition.....	1012
Le premier ministre.....	1012
Bill 13 - 2^e lecture	
Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (M. Alcide Courcy). 1015	
M. Paul Dozois (St-Jacques).....	1018
M. Glen Brown (Brôme).....	1019
Ajournement à mardi, 3 heures de l'après-midi.....	1020

Le vendredi 14 février 1964.

(Dix heures et demie du matin)

M. LE PRESIDENT: Qu'on ouvre les portes.
Let the doors be opened.

A l'ordre, messieurs. Affaires courantes.

Présentation de pétitions.

M. MORISSETTE: M. le Président, je propose, secondé par M. Vaillancourt, que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus, et qu'il me soit permis de présenter la pétition de la ville d'Asbestos demandant l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir d'acheter ou d'exproprier un certain territoire et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

Lecture et réception de pétitions.
Présentation de rapports de comités élus.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de bills privés.
Présentation de bills publics.
Affaires du jour.

M. LESAGE: Numéro 57. Je propose que le bill 109 soit maintenant lu une deuxième fois et référé au comité des bills privés.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

M. LE GREFFIER ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LESAGE: Numéro 44.

M. LE PRESIDENT: Numéro 44.

M. LESAGE: M. Majeau.

M. ARSENAULT: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer une liste des employés de la commission des loyers, des administrateurs des loyers et des employés de leur bureau à la date du 1er janvier 1964 avec, en regard de chaque nom, les fonctions et le traitement de chacun des employés et administrateurs.

M. LESAGE: Numéro 31.

M. LE PRESIDENT: Mme Kirkland-Casgrain propose la troisième lecture du bill 16.

Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. LESAGE: Adoptée.

M. LE PRESIDENT: Adoptée.

M. LE GREFFIER ADJOINT: Troisième lecture de ce bill. Third reading of this bill.

M. LESAGE: Numéro 32.

M. LE PRESIDENT: M. Hamel(St-Maurice), propose la troisième lecture du bill numéro 48.

M. HAMEL (St-Maurice): Un vote.

M. LESAGE: Un vote?

M. HAMEL (St-Maurice): Un vote.

M. LE PRESIDENT: Qu'on appelle les députés.

M. BERTRAND (Missisquoi): Pendant que nous attendons le vote je voudrais dire au premier ministre qu'une copie du rapport de la Commission de revision du Code de procédure civile devait nous être remise. Le procureur général, hier, en a remis aux journalistes, ce qui était bien. Mais ce qui eut été mieux, ç'aurait été d'en remettre des copies à tous les députés.

M. HAMEL (St-Maurice): M. le Président, je n'ai pas remis de copies du rapport aux journalistes; les commissaires sont venus, ils ont lu une partie du préambule qui donne une explication, et ce n'est qu'une partie du préambule que les journalistes ont eue.

M. BERTRAND (Missisquoi): Mais nous aimerions avoir la copie du préambule.

M. HAMEL (St-Maurice): Il est à l'impression du rapport, je ne suis pas en mesure de dire si nous allons le distribuer parce que, comme je l'ai dit, hier, nous avons l'intention de le produire comme bill cette année. Alors au lieu de faire réimprimer le rapport deux fois, nous allons prendre le projet tel quel, nous allons le présenter comme bill quitte à en discuter après.

M. BERTRAND (Missisquoi): Mais on pourrait au moins nous remettre ce qui a été remis aux journalistes premièrement, et peut-être la partie du rapport qui sera présentée comme bill.

M. LESAGE: C'est ça.

M. HAMEL (St-Maurice): Eh! bien, c'est tout le Code de procédure civile, en fait.

M. LESAGE: Oui.

M. BERTRAND (Missisquoi): Ah! c'est tout le Code.

M. HAMEL (St-Maurice): C'est tout le Code sauf quelques parties du Code, les mesures provisionnelles, par exemple. Il y a quelques parties qui ne sont pas encore prêtes, qui vont être prêtes d'ici le mois de juin, mais c'est tout le Code en fait. Ils repassent tout le Code article par article.

M. BERTRAND (Missisquoi): Est-ce que je dois comprendre que la loi qui va être présentée va consister en une refonte du Code de procédure civile?

M. LESAGE: C'est exactement ça. Et la loi qui sera présentée, c'est le rapport. Et les notes explicatives du bill seront textuellement les commentaires des commissaires. C'est-à-dire que nous prenons tout le texte du rapport pour le mettre sous forme de bill.

M. BERTRAND (Missisquoi): Cela j'en conviens; mais nous aurions aimé, M. le Président, en vue de préparer justement l'étude de cette loi, d'avoir, nous de l'Opposition, justement le travail qui va servir à la rédaction du bill.

M. LESAGE: Voici, M. le Président, c'est que je ne crois pas que nous procédions à la présente session. Nous avons l'intention, et ça va prendre un certain temps, de transformer le rapport en bill, tout le rapport, tout y sera dans le bill, soit suivant les articles tels que proposés, et quant aux commentaires ce seront les notes explicatives. Ce sera déposé et je crois qu'au bout juste pour les hommes de loi, pour les hommes du monde judiciaire et pour les députés, il y aurait lieu de leur donner tout le temps nécessaire, je considère, d'ici la prochaine session, pour examiner les propositions.

M. BERTRAND (Missisquoi): Alors, ça veut dire que les propositions vont être mises dans un bill à cette session-ci.

M. HAMEL (St-Maurice): C'est ça.

M. BERTRAND (Missisquoi): Le bill va être

déposé mais ne sera pas étudié au cours de la présente session? Il sera reporté à une autre session?

M. LESAGE: A moins que nous en ayons le temps, mais...

M. BERTRAND (Missisquoi): Est-ce qu'on sait à peu près à quelle date on pourra déposer le bill?

M. HAMEL (St-Maurice): Je ne suis pas en mesure de le dire à ce moment-ci.

M. LESAGE: Evidemment, il faut préparer le bill, c'est un travail considérable et puis, il faut également le faire imprimer, encore un travail considérable.

M. BERTRAND (Missisquoi): Alors ce qui a été remis aux journalistes, c'est le préambule du rapport.

M. HAMEL (St-Maurice): C'est le préambule qui a été exposé par l'honorable juge Pratte président de la commission de révision du Code de procédure civile.

M. BERTRAND (Missisquoi): Alors qu'on nous transmette au moins le préambule pour le moment.

M. HAMEL (St-Maurice): Oui, oui, on peut faire ça. La seule raison pourquoi nous ne publions pas le rapport, c'est pour éviter deux impressions identiques. C'est la seule raison.

M. BERTRAND (Missisquoi): Mais règle générale, on fait imprimer ça au miméographe?

M. LESAGE: C'est une dépense absolument inutile, étant donné ce que je viens de dire.

M. BERTRAND (Missisquoi): En autant que le bill n'est pas étudié immédiatement, qu'on ait le temps de le lire,...

M. HAMEL (St-Maurice): On va en donner le temps.

M. BERTRAND (Missisquoi): ...que le Barreau et les autres groupements aient le temps de faire des commentaires.

M. LESAGE: Je suis parfaitement d'accord là-dessus.

M. BERTRAND (Missisquoi): Mais, est-ce qu'on ne pourrait pas au moins en avoir une copie pour l'Opposition?

M. HAMEL (St-Maurice): Je n'en ai que deux.

M. BERTRAND (Missisquoi): Bien, vous devez en avoir quelques copies.

M. HAMEL (St-Maurice): Actuellement j'en ai deux copies. Je vais voir s'il y en a d'autres. S'il y en a plus que ça, ça me fera plaisir d'en donner une copie.

M. BERTRAND (Missisquoi): Alors, au nom de l'Opposition, nous en demandons au moins une.

M. HAMEL (St-Maurice): Si je peux disposer d'une copie, ça me fera plaisir de vous la remettre. Vote!

M. BERTRAND (Missisquoi): Un instant, s'il vous plaît.

M. LE PRESIDENT: — Vote. Que tous ceux qui sont en faveur de la motion en troisième lecture du bill 48 veuillent bien se lever.

M. LE GREFFIER ADJOINT: M. Lesage, M. Lapalme, M. Bédard, M. Lalonde, M. Hamel (St-Maurice), M. Courcy, M. Arseneault, M. St-Pierre, M. Cliche, M. Dionne, M. Brown, M. Lafrance, M. Couturier, M. Fortin, Mme Kirkland-Casgrain, M. Roy, M. Meunier, M. Harvey, M. Morissette, M. Blank, M. Maheux, M. Collard, M. Vaillancourt, M. Boulais, M. Ouimet, M. Crépeau, M. Fournier, M. Théberge, M. Fortier, M. Dallaire, M. Kennedy, M. Baillargeon, M. Brisson, M. Hébert, M. Mailloux, M. McGuire, M. Cadieux, M. Beaupré, M. Godbout, M. Dupré, M. Martin, M. Johnson, M. Dozois, M. Bertrand (Missisquoi), M. Bellemare, M. Ducharme, M. Johnston, M. Guillemette, M. Russell, M. Raymond, M. Charbonneau, M. Gervais, M. Allard, M. Loubier, M. Majeau, M. Gagnon, M. Cloutier, M. Gauthier, M. Lavoie (Wolfe).

M. le Greffier au Président:
Pour: Cinquante-neuf. Contre: Aucun.
Yeas: Fifty-nine. Nays: None.

M. LE PRESIDENT: La motion est adoptée,

M. LE GREFFIER ADJOINT: Troisième

lecture de ce bill. Third reading of this bill.

M. LESAGE: Numéro 28.

M. LE PRESIDENT: La motion de M. Lesage concernant le bill 49, comité spécial. La motion sera-t-elle adoptée?

M. LESAGE: M. le Président, voici. La nouvelle loi électorale est entrée en vigueur le 1er janvier de cette année. Nous avons commencé à étudier la Loi des élections contestées et évidemment cette loi doit être adaptée à la nouvelle loi électorale. Nous avons cru que la meilleure façon de procéder était de nommer un comité dont le nombre de membres serait restreint pour qu'ils puissent étudier assez rapidement toute adaptation qu'il y a lieu de faire à la nouvelle loi électorale.

Alors aussitôt après l'adoption de cette motion, je proposerai la deuxième lecture du bill 49 puis je ferai motion pour que le projet de loi soit envoyé à ce comité pour étude.

M. JOHNSON: Je me souviens, M. le Président que cette loi avait été étudiée par le comité de la loi électorale et nous avons convenu avec le premier ministre, lors d'une réunion du comité des 11, de réduire le nombre des membres du comité puisqu'il ne s'agit que d'une loi très technique qui est spécialement intéressante pour des avocats, ou pour des députés qui ne sont pas avocats, mais ont un certain goût pour les choses juridiques comme le député de Champlain évidemment, le député de Charlevoix et le député de Berthier et même un dentiste, M. le Président, mais il reste que les avocats surtout seront intéressés à nous faire un rapport de façon à ce que cette loi rencontre réellement le but du législateur, c'est-à-dire permettre l'audition rapide et complète des causes en contestation d'élection, alors il me fait plaisir de secondar la motion proposée par le premier ministre.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

M. LESAGE: Numéro 36.

M. LE PRESIDENT: M. Lesage propose la deuxième lecture du bill numéro 49, loi de la contestation des élections provinciales.

M. JOHNSON: Adoptée.

M. LE PRESIDENT: Adoptée.

M. LE GREFFIER ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LESAGE: M. le Président je propose que le bill 49 soit référé pour étude au comité qui vient d'être formé.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. JOHNSON: Adoptée.

M. LE PRESIDENT: Adoptée.

M. LESAGE: Numéro 33.

M. LE PRESIDENT: La Chambre se réunit de nouveau en comité plénier sur le bill numéro 8, loi des compagnies.

M. BEDARD (président): Bill no. 8, article 8.

M. ARSENAULT: M. le Président, j'ai un nouvel article, article 8, à ajouter afin de clarifier la version anglaise, afin de lui donner le même sens que la version française correspondant à l'article 47A de la loi. La version anglaise de l'article 47A de la dite loi 11-12 Elizabeth II chapitre 54, est modifiée en remplaçant dans l'avant dernière ligne du paragraphe 5, les mots « shall acquire » par le mot « acquire ». Au présent, plutôt qu'au futur,

M. LE PRESIDENT: Ce sera le nouvel article 8 puis on renumérottera les autres, après 7.

M. BERTRAND (Missisquoi): Ce peut être à reculons.

M. BEDARD (président): Article 47 de la loi.

M. JOHNSON: Mais non, il s'agit de l'article 144.

M. BEDARD (président): Alors, le nouvel article 8 aura pour objet de modifier la version anglaise de l'article 47-A. Adopté?

Article 8, qui devient 9.

M. ARSENAULT: L'article 9, le corollaire de l'article 3... Pourquoi est il abrogé?

M. JOHNSON: Pourquoi cet article?

M. ARSENAULT: Il s'agit des actions sans valeur au pair et nous avons tout changé l'article 3, et comme corollaire, il faut nécessaire-

ment abroger l'article 9, l'article 8 qui devient l'article 9.

M. BEDARD (président): Adopté.
Article 9 qui devient 10.

M. ARSENAULT: Oui, c'est à la demande de la section de Québec du droit commercial de l'Association du barreau canadien. Ce nouvel article permet à une compagnie, par exemple, d'augmenter son capital-actions indépendamment du capital souscrit et versé, donc aucun minimum pour pouvoir augmenter le capital-actions d'une compagnie. Cette restriction a été abolie au fédéral en 1934 et n'existe pas en Ontario.

M. BEDARD (président): Adopté?

M. JOHNSON: Accepté.

M. BEDARD (président): Adopté.
Article 10 qui devient 11.

M. ARSENAULT: L'article 11 devient le corollaire de l'article 4. En effet, l'obligation de verser 10% du capital avant de commencer les opérations de la compagnie étant supprimée par l'article 4 du bill, il n'est donc plus nécessaire qu'un versement de 10% soit exigible sur les actions réparties du capital de la compagnie. M. le Président, je vous fais remarquer que j'ai ici un petit amendement: l'enlèvement d'une virgule à l'avant-dernière phrase de 63: « La lettre patente supplémentaire », on enlève la virgule, « ou les règlements de la compagnie ».

M. BEDARD (président): On est d'accord pour enlever la virgule?

M. JOHNSON: Oui.

M. BEDARD (président): Adopté.
Article 11 qui devient 12.

M. ARSENAULT: L'article 12, c'est afin de faciliter à une compagnie l'établissement d'une filiale ou d'une subsidiaire québécoise, en lui permettant de détenir 100% des actions de la compagnie sans avoir recours à trois directeurs qui ne sont aucunement intéressés à l'entreprise, trois hommes de paille, comme on dit généralement.

Certaines compagnies, à caractère national ou international, désireuses de faire affaires au Québec, constituaient des compagnies à charte fédérale, plutôt que de violer les dispositions de l'article 83 de la loi actuelle. Cet article fa-

cilitera aussi à un représentant d'un actionnaire de le représenter au conseil d'administration. Dispositions analogues à celles de la loi fédérale et de la loi de l'Ontario.

M. JOHNSON: Oui, est ce que c'est exactement la rédaction de l'article fédéral?

M. ARSENAULT: Pas nécessairement exactement, nous avons conservé le même sens. La partie française doit être rédigée en meilleur français pour commencer, mais les officiers en loi me disent que c'est presque la même chose. Vous trouvez l'article fédéral à la page 61, l'article 86. Ça correspond à l'article 86 — 1 de la loi fédérale.

M. LE PRÉSIDENT: Article 12 adopté?

M. BERTRAND (Missisquoi): C'est l'article 12 de la loi?

M. LE PRÉSIDENT: Article 11 de la loi. Adopté.

Article 12 de la loi qui devient 13.

M. ARSENAULT: M. le Président, à l'heure actuelle, il peut s'écouler beaucoup de temps depuis la réception d'un règlement changeant le nombre des administrateurs et le siège social d'une compagnie et sa publication dans la Gazette officielle. Maintenant le changement que nous proposons entrera en vigueur à compter du dépôt au Secrétaire de la province, du règlement, et avis en sera donné quand même par la suite, dans la Gazette. C'est afin de rendre ce système plus expéditif. Evidemment il y a des dispositions équivalentes au fédéral, sauf que le règlement au fédéral est publié. En Ontario, l'avis est donné au Secrétaire provincial et avis du changement est donné dans la Gazette, c'est afin d'éviter des délais.

M. JOHNSON: Oui, deuxièmement, vous ne publierez plus le règlement au complet, mais seulement un avis?

M. ARSENAULT: Les officiers en loi me disent que c'est pour des raisons d'économie afin de sauver des frais aux contribuables, empêchant...

M. JOHNSON: Alors l'avis est qu'on va épargner un peu d'argent aux compagnies en n'exigeant pas la publication complète du règlement, c'est-à-dire que désormais un avis dans la Gazette officielle suffira. Cet avis sera dans la forme la plus simple et la plus courte possible,

je présume. J'ai bien compris le ministre, du moment qu'une compagnie aura déposé chez le Secrétaire de la province ce nouveau règlement changeant le nombre d'administrateurs, le règlement sera en vigueur, alors qu'autrefois il fallait attendre la publication dans la Gazette officielle. Et deuxièmement, si mes renseignements sont exacts, on publiait dans la Gazette officielle le règlement lui-même, alors que désormais on ne publiera que...

M. ARSENAULT: Que l'avis..

M. JOHNSON: ... qu'un règlement portant de trois à cinq le nombre des administrateurs...

M. ARSENAULT: ... et l'avis qui sera publié sera...

M. JOHNSON: ... de cette compagnie a été déposé chez le secrétaire de la province.

M. ARSENAULT: ... sera un avis uniforme pour toutes les compagnies, pour tout le monde.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté. Article 13 du bill devient 14.

M. ARSENAULT: Oui, là il s'agit, M. le Président, d'assurer aux employés, le paiement de leurs gages, par conséquent nous rendons non seulement la compagnie responsable mais les administrateurs solidairement responsables.

UNE VOIX: C'est d'accord ça?

M. ARSENAULT: Cela rend les administrateurs d'une compagnie responsables envers ses employés jusqu'à concurrence de six mois de salaire. Cette responsabilité devient solidaire au lieu d'être conjointe. Il ne sera plus nécessaire que les administrateurs soient poursuivis dans l'année suivant l'expiration de leur fonction. Il suffira que la compagnie le soit dans l'année du jour où la dette est devenue exigible, et même cette poursuite contre la compagnie ne sera plus requise au cas de faillite ou de liquidation fortuite.

M. JOHNSON: Le ministre a suggéré lui-même cette amélioration?

M. ARSENAULT: Evidemment, la rédaction de cette loi-là ne s'est pas faite au Club Renaissance!

M. JOHNSON: Mais j'ai l'impression, M. le Président, que le ministre fait de la pratique

illégale sur le Droit depuis qu'il est Secrétaire de la province, il est toujours dans les techniques juridiques et il semble très à l'aise, il semble qu'il est plus à l'aise là-dedans que dans le bois!

M. BERTRAND (Missisquoi): Cela lui a donné énormément de sérieux!

M. JOHNSON: A part ça, c'est conforme à son tempérament. C'est un domaine passionnant, la technique juridique.

M. BERTRAND (Missisquoi): Il est plus sérieux qu'il était.

M. ARSENAULT: Alors l'Opposition vient de découvrir un bon ministre.

M. BELLEMARE: Ah! l'honorable.

M. ARSENAULT: C'est ça que ça veut dire.

M. JOHNSON: Dommage que l'on ne puisse rendre ça rétroactif, cette découverte.

M. BELLEMARE: Un grand chef.

M. BEDARD (président): Alors l'article est adopté.

Article 14 qui devient l'article 15.

M. ARSENAULT: Article 14 qui devient article 15. Alors, oui, c'est l'article qui fait que l'on pourra maintenant enlever au président de l'assemblée des actionnaires le droit statutaire à un vote prépondérant dans le cas d'égalité des voix. C'est l'article qui correspond à l'article 103 de la loi fédérale et à l'article 79-1c de la loi ontarienne, en vue de régler les conflits de familles ou les conflits de groupes où deux familles ou deux groupes, par exemple, détiennent le même nombre d'actions.

M. BEDARD (président): Adopté.
Article 15 qui devient article 16.

M. ARSENAULT: Bien ça, c'est une concordance avec l'article 199 de la deuxième partie où ce statut-là existe déjà. Nous l'avons dans la deuxième partie; nous ne l'avons pas dans la première partie de la loi des compagnies.

M. JOHNSON: Tout ce que vous enlevez au procureur général, ça nous va, ça.

M. BEDARD (président): Adopté.

M. ARSENAULT: Ah oui, c'est un oubli, on ne sait pas encore si c'est un oubli...

M. JOHNSON: Ou une distraction.

M. ARSENAULT: Oui, on avait laissé les mots « procureur général », probablement par oubli, dans cette loi-là. Alors on change dans la première partie les mots « procureur général » par ceux de « secrétaire de la province ».

M. BEDARD (président): Adopté.
Article 17 qui devient article 18.

UNE VOIX: Article 16 qui devient article 17?

M. BEDARD (président): Article 16 qui devient article 17.

M. ARSENAULT: Ah oui, c'est une concordance également...

M. JOHNSON: Oui, on répète les dispositions déjà édictées.

M. ARSENAULT: C'est ça.

M. JOHNSON: On les répète pour les compagnies formées en vertu de la partie 11 de la Loi des compagnies.

M. ARSENAULT: C'est ça. On est sur quel article, M. le Président?

M. BEDARD (président): Article 16 qui devient 17, adopté.
Article 17 qui devient article 18.

M. JOHNSON: Adopté.

M. ARSENAULT: C'est l'article 4 de la première partie. L'article 5 de la première partie devient l'article 18, l'article 6 de la première partie devient l'article 19, l'article 7 de la première partie devient l'article 21, l'article 9 de la première partie devient l'article 23 de la deuxième partie. A l'article 10 il n'y a rien de correspondant dans la deuxième partie. L'article 11 devient l'article 25 de la deuxième partie, l'article 12 devient l'article 26 de la deuxième partie, l'article 13 devient l'article 27 de la deuxième partie, l'article 14 devient l'article 28 de la deuxième partie, l'article 15 devient l'article 29 et l'article 16, je crois qu'on l'a déjà dans la deuxième partie.

M. JOHNSON: C'est tellement clair que ça ne souffre aucune discussion.

M. BERTRAND (Missisquoi): Franchement, on n'a rien à dire.

M. JOHNSON: On est sidéré.

M. ARSENAULT: Vous n'avez rien compris ou rien retenu?

M. BERTRAND (Missisquoi): On est écrasé par l'éloquence mathématique.

M. JOHNSON: Comme disent les anglophones: « We have been floored! »

M. LESAGE: Il y a des amendements à certains articles.

M. JOHNSON: Oui je crois qu'il y a un amendement: un article 22 à inclure quelque part.

M. LESAGE: A l'article 21, à 6e, anglais.

M. ARSENAULT: C'est « shares » au lieu de « capital » en anglais.

M. LESAGE: En anglais seulement parce qu'en français nous avons les actions émises par la compagnie. On avait traduit ça par « capital ». on remplace « capital » par « shares ».

M. ARSENAULT: L'interprétation reste la même, mais on changé le mot « capital »...

M. JOHNSON: Est-ce qu'on pourrait s'entendre là? On discute de quel article du bill qui est devenu quel article?

M. LESAGE: L'article 20 devenu l'article 21.

M. JOHNSON: L'article 20 devenu l'article 21. Version française ou version anglaise?

M. LESAGE: Sixièmement, à la page 9, version anglaise. Le dernier mot.

M. BEDARD (président): « Paid up on the companies issued shares. »

M. LESAGE: « Issued shares. »

M. ARSENAULT: C'est l'article 20 qui est devenu l'article 21.

M. JOHNSON: Bon, une chance que le premier ministre est intervenu pour clarifier tout ça.

M. BEDARD (président): Alors article 20 qui devient 21, 6e version anglaise, dernier mot « capital » remplacé par « shares ».

M. JOHNSON: C'est ça.

M. LESAGE: Il y a un autre amendement à cet article-là aussi. A la fin du paragraphe 13.

M. ARSENAULT: Au paragraphe 13 du même article, il y a un autre amendement dans la version française...

UNE VOIX: Quelle ligne?

M. ARSENAULT: ... dans la version française on me donne ici l'amendement, ça c'est l'article..

M. BEDARD (président): 9, 10, section 13, c'est ça?

M. ARSENAULT: C'est ça. A l'article 13, à la fin de l'article 13 on enlève le 55 qui est là, on le change par 12 de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, Statuts refondus 1941, chapitre 280. Cela c'est la version française.

M. BELLEMARE: J'ai toujours dit que c'était un ministère important.

M. ARSENAULT: L'Opposition a l'air mêlée, elle est toujours mêlée.

M. BELLEMARE: Ah! non mais j'ai toujours dit ça, que c'était un ministère important.

M. ARSENAULT: Le ministre des Affaires culturelles me demande si j'ai réservé mes droits d'auteur sur ce bill.

M. LAPALME: Vous avez constaté que c'est le premier ouvrage bilingue du ministre.

M. BELLEMARE: Oui mais il y a des ouvrages qui se vendent... Il y en a tellement d'ouvrages qui ne se vendent pas, vous pourriez les acheter.

M. LAPALME: On attend au jour de l'an.

M. BELLEMARE: Avec l'édition aussi.

M. LAPALME: On attend au jour de l'an.

M. BELLEMARE: L'assurance-édition.

M. BERTRAND (Missisquoi): Avez-vous acheté « Malgré les obstacles »?

M. LAPALME: C'est épuisé depuis longtemps.

M. BERTRAND (Missisquoi): L'auteur aussi est épuisé.

M. ARSENAULT: Cette fois-ci, c'est grâce aux obstacles.

M. BEDARD (président): Alors l'article 13 est amendé en remplaçant le chiffre 55 à la fin par 12 de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280).

M. LAPALME: C'est clair.

M. BEDARD (président): D'accord?

UNE VOIX: Un instant.

M. JOHNSON: Oui, papillon là. Oh arrive.

M. BEDARD (président): Non, 22 est justement après. L'article 142-A.

M. ARSENAULT: J'ai remis les deux copies au chef de l'Opposition tantôt.

M. LESAGE: M. le Président, je pense qu'on a sauté de 21 à 23, je crois qu'il faudrait mettre 22 aux articles, 21?

M. BERTRAND (Missisquoi): C'est ça.

M. LESAGE: 22, c'est ça. Immédiatement après.

UNE VOIX: C'est ça.

M. BEDARD (président): 22, d'accord. Alors nouvel article 22, la version anglaise de l'article 144-A de ladite loi dictée par l'article 2 de la loi 11, 12 Elisabeth II, chapitre 54 et modifiant en remplaçant dans l'avant-dernière ligne du paragraphe 5, version anglaise les mots « shall acquire » par le mot « acquire ». Plus de « shall ».

M. BERTRAND (Missisquoi): La clef du bill.

M. BEDARD (président): Alors l'article 22 du bill...

M. LESAGE: 22

M. BEDARD (président): ... l'article 21 du bill devient 23.

M. ARSENAULT: Et 23, évidemment, il s'agit des actions sans valeur au pair.

Cela correspond à l'article 9 de la première partie.

M. BEDARD (président): Article 23, adopté?

M. JOHNSON: Article 21 devient 23?

M. BEDARD (président): Article 21 qui devient 23, article 22, devient 24.

M. JOHNSON: N'allez pas trop vite, M. le Président.

M. ARSENAULT: A l'article 24, M. le Président, il y a quelques petits amendements. Dans la version française, il y a trois mots à ajouter à l'article 3, à la fin « pour ces actions », « et ce certificat ne doit pas mentionner de valeur nominale pour ces actions ». Et dans l'article 3, en anglais...

M. JOHNSON: M. le Président, pour comprendre il est essentiel d'entendre d'abord. Je n'ai pas entendu.

M. ARSENAULT: A l'article 22 qui devient 24...

M. JOHNSON: Oui.

M. ARSENAULT: ... à la fin, il faut ajouter...

M. BEDARD (président): Paragraphes.

M. ARSENAULT: ... à la fin du paragraphe 3, il faut ajouter à la suite des mots « valeur nominale »: « pour ces actions »...

M. BERTRAND (Missisquoi): « Pour ces actions ».

M. ARSENAULT: ... ces...

M. BERTRAND (Missisquoi): Certain?

M. ARSENAULT: Du côté anglais, au même article, il faut ajouter, à la 5e ligne du paragraphe 3, après les deux mots « number of » et

immédiatement avant « shares » on met « number of such shares ».

M. BERTRAND (Missisquoi): « Such ».

M. ARSENAULT: Oui, « such shares ». Et à la fin du paragraphe 3, on ajoute les trois mots « of such shares ».

M. BERTRAND (Missisquoi): Très bien,

M. BEDARD (président): Alors, section 3, c'est clair?

M. JOHNSON: Très.

M. BERTRAND (Missisquoi): Très.

M. ARSENAULT: Cela, c'est correct. Au paragraphe 4, en anglais, au lieu de « behalf » dans la 2e ligne du paragraphe 4, version anglaise, au lieu de « behalf » on met « respect » puisqu'on l'a changé hier.

M. LESAGE: Le député de St-Louis, hier soir.

M. BERTRAND (Missisquoi): « in that respect »?

M. LESAGE: « in that respect ». C'était la suggestion du député de St-Louis hier soir.

M. BEDARD (président): « In the absence of other provisions in that respect ».

M. ARSENAULT: C'est pour correspondre au changement qui a été fait hier.

UNE VOIX: A cet égard.

M. BEDARD (président): Alors article 24 adopté. Article 23 qui devient 25?

M. ARSENAULT: C'est le corollaire de l'article 4 de la première partie.

M. BEDARD (président): Adopté.

M. ARSENAULT: Est-il adopté? L'obligation de verser 10% étant supprimée dans la première partie par l'article 4 du bill, est-il nécessaire qu'un versement de 10% soit exigible sur les actions réparties du capital de la compagnie.

M. JOHNSON: Ce n'est pas des animaux.

M. LESAGE: C'est une erreur typographi-

que dans la version anglaise de 23 qui devient 25. L'article 154 « the directors may be resolution ». C'est une erreur de typographie.

M. ARSENAULT: En anglais, au lieu de « be » c'est « by » dans la première ligne directors may by resolution ». C'est une erreur typographique.

M. BEDARD (président): Adopté. Article 24 qui devient 26?

M. LESAGE: Amendement apporté dans le 4e paragraphe.

M. ARSENAULT: Oui, c'est ça. Cela correspond à l'article 12 de la première partie. Il s'agit de faciliter à une compagnie d'établir une filiale ou une subsidiaire québécoise en lui permettant de détenir 100% des actions de la compagnie sans avoir à recourir à des directeurs qui ne sont pas intéressés dans l'entreprise. Et il y a une correction que Je signale au 4e paragraphe de l'article 26, au 4e paragraphe, dans la 3e ligne, le premier mot devient « administrateur » au lieu de « directeur ». « Un failli non libéré ne peut être élu ou nommé administrateur »...

M. BERTRAND (Missisquoi): Le nouveau ministre.

M. LE PRESIDENT: A la page 12, en haut de la page, quatrième un failli non libéré ne peut être élu ou nommé administrateur et lorsqu'un administrateur devient un failli il cesse d'être administrateur.

M. JOHNSON: C'est ça.

M. BERTRAND (Missisquoi): On remplace « directeur » par « administrateur ».

M. ARSENAULT: C'est la troisième ligne.

M. LESAGE: On est tellement habitué de dire « directeur » que ça s'est glissé par...

M. LE PRESIDENT: Alors, adopté. Article 25 qui devient 27. Alors, la même chose que...

M. ARSENAULT: Il s'agit de l'enregistrement de la publication...

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 26 qui devient 28.

M. BERTRAND (Missisquoi): 28.

M. ARSENAULT: Même chose que l'article 14, dans la première partie.

M. JOHNSON: Une répétition de l'article déjà adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 27 qui devient 29.

M. JOHNSON: Même chose.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 28 qui devient 30.

M. JOHNSON: C'est 32. Cela ne devient pas 32?

M. LE PRESIDENT: 30.

M. JOHNSON: M. le Président, c'est une suggestion, je présume, de l'Office de la langue française, c'est un des résultats de la création...

M. ARSENAULT: Oui, c'est ça.

M. JOHNSON: ... du ministère des Affaires culturelles. C'est une amélioration, sans aucun doute, d'utiliser ces mots « administrateur » au lieu de « directeur » et « siège social » au lieu de « bureau principal », « conseil d'administration » au lieu de « bureau de direction ».

Mais il reste que cela va rendre le bilinguisme encore plus compliqué. Il y a plusieurs Anglo-canadiens qui avaient commencé à apprendre la terminologie et cela allait assez bien, « director » « directeur ». Mais là, ils sont rendus, les voilà encore pris avec une nouvelle complication, et il leur faudra apprendre à dire « administrateur » « siège social » et « conseil d'administration ». Mais je crois qu'on a eu raison d'agir ainsi c'est tellement plus élégant.

M. LESAGE: L'épuration de la langue. Évidemment on nous suggère qu'au lieu de — à la quatrième ligne — le 29 devenu 31 — au lieu de dire « s'applique, la partie I, la partie II, la partie III » avec des chiffres romains on nous suggère de dire : de la première partie de la Loi des compagnies, la deuxième partie ou la troisième partie.

M. BERTRAND (Missisquoi): C'est beaucoup plus français.

M. LESAGE: Oui.

M. LE PRESIDENT: Alors 29, devient 31.

Adopté tel qu'amendé.

M. JOHNSON: Oui.

M. LE PRESIDENT: L'article 32, remplacer 18 par 19. Les articles 5 et 19...

M. LESAGE: 19, à cause de...

M. LE PRESIDENT: ... de la présente Loi.

M. JOHNSON: Ah oui, ça c'est pour donner un effet rétroactif.

M. ARSENAULT: Oui, M. le Président, cet article a pour but de donner un effet rétroactif aux compagnies, au cas où elles n'auraient pas dans leur charte, le pouvoir d'acquérir et d'aliéner des immeubles.

M. JOHNSON: Très bien tout ça.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 31 qui devient 33.

M. JOHNSON: Le ministre avait-il eu beaucoup de pressions pour inclure cet article 33?

M. ARSENAULT: L'article 33...

M. JOHNSON: Qui valide évidemment les acquisitions de parts pour autres considérations que l'argent, mais dans des cas où on n'aurait pas déposé une copie de contrat. Est-ce que le ministre a eu beaucoup de pressions pour inclure cet article?

M. ARSENAULT: M. le Président, nous avons reçu de nombreuses représentations entre autres de la section de Québec de droit commercial, de l'Association du barreau canadien.

M. BEDARD: Adopté? Article 34 adopté. M. le Président le comité a adopté le bill 8 avec les amendements de fond et de forme.

M. LE PRESIDENT: M. Arsenaault propose que les amendements soient maintenant lus et agréés cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée. Troisième lecture. Troisième lecture du bill numéro 8. Adoptée?

M. JOHNSON: Non, non prochaine séance.

M. LE PRESIDENT: Prochaine séance.

M. LESAGE: Mardi. Numéro 38, à moins que le bill ne soit complètement sur résolution, je n'en suis pas sûr.

M. BEDARD (président): Alors 39. C'est le bill 17.

M. LESAGE: Il me semblait

M. LE PRESIDENT: M. St-Pierre.

M. ST-PIERRE: Le bill qui est présenté dans le moment...

UNE VOIX: Sur résolution...

M. ST-PIERRE: Il a plu à son Excellence le lieutenant-gouverneur de recommander à la Chambre la lecture du bill 17.

M. LE PRESIDENT: M. St-Pierre propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier la résolution relative au bill numéro 17. La motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

UNE VOIX: Voulez-vous de la glace dans votre verre d'eau?

M. BEDARD (président): A l'ordre, messieurs.

M. ST-PIERRE: Chaque année nous publions dans le rapport annuel du ministère des Travaux publics, un rapport donné par les voies des chemins de fer de la province sur l'état de leurs exploitations et vous avez dû prendre connaissance de ce rapport qui a été publié depuis de nombreuses années, depuis le début de la loi. Or, une partie a été retranchée de la loi, il y a quelques années, — je crois que c'est en 1941, ou 1947, — une partie a été retranchée au sujet du rapport qui devrait être donné sur les finances au Trésorier provincial.

Toutefois, il est resté une autre partie qui n'a pas été annulée, celle de faire un rapport annuel au ministère des Travaux publics. Il s'agit tout simplement d'abroger cette loi de façon à ce que ce rapport annuel ne soit pas exigé à l'avenir, ce qui, je le crois, permettrait au ministère des Travaux publics de ne pas avoir à faire ce rapport annuel, et aux chemins de fer de ne pas avoir à faire un rapport qui semble n'avoir aucune utilité présentement.

M. DOZOIS: Combien de compagnies de chemin de fer?

M. ST-PIERRE: Il y en a 35 compagnies de chemin de fer et en outre, il y a eu des lois, ces lois-là étaient évidemment très importantes. Je crois que la loi par elle-même date de près d'un

siècle, mais que surtout on a ajouté à la loi des chapitres en 1890, 1893, 1895, 1899 et aux statuts refondus de 1941, chapitre 81, c'est de là que la loi origine. Maintenant, je pourrais ajouter que cette loi a été décrétée en conséquence d'une convention qui a... Est-ce que je pourrais donner d'autres informations qui seraient nécessaires à la Chambre?

M. BERTRAND (Missisquoi): Oui, mais plus fort, plus énergique.

M. ST-PIERRE: Cette loi a pour objet l'abrogation de la loi pourvoyant au remboursement des subsides, par les compagnies de chemins de fer, statuts refondus du Québec 1941, chapitre 80. Cette loi a pour effet immédiat de ne plus obliger les compagnies de chemins de fer visées à fournir les rapports annuels qui sont déposés, chaque année, à l'Assemblée législative.

Il est à remarquer que la loi 6, George VI, chapitre 27, article 4, décrète que la taxe prévue à l'article 2, statuts refondus 1941, chapitre 81, n'est plus imposée à compter du 2 septembre 1941; cette loi avait été décrétée en conséquence d'une convention existante entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.

En vertu de l'article 12 de la même loi, le lieutenant-gouverneur aurait pu, par proclamation, à l'expiration de l'entente précitée, décréter exigible ou imposer de nouveau les taxes ainsi suspendues. La loi de l'impôt sur les corporations George VI, chapitre 33, a cependant été passée et le but principal du bill 17 actuellement, en autant que le ministre des Travaux publics est concerné, est de ne plus imposer aux compagnies de chemins de fer, l'obligation de fournir les rapports annuels qui sont déposés à l'Assemblée législative. L'abrogation de cette loi aurait pour effet d'éviter un travail inutile.

Les chiffres produits démontrent qu'il n'y a pas d'intérêt à garder cette loi en vigueur et appliquer l'article 12 pour faire remettre en vigueur la taxe en question, c'est évident. Par conséquent, je tiens surtout à faire remarquer qu'il ne s'agit pas de l'abrogation du chapitre 291 des statuts refondus 1941, loi concernant les chemins de fer, qui, elle, exige un rapport, je crois, à la Régie des Transports. Mais il s'agit tout simplement d'éviter aux chemins de fer de faire un rapport et d'éviter au ministère des Travaux Publics de le publier sans aucune raison d'existence, puisque depuis quelques années, tout le monde sait que les che-

mins de fer, premièrement, au point de vue de subsides, au point de vue de payer cette taxe qui était exigée autrefois, n'ont pas à le faire. Ce sont plutôt des déficits pour chacun d'eux. Quant au rapport lui-même...

M. JOHNSON: Combien cette taxe avait-elle rapporté, disons pour l'année 1939?

M. ST-PIERRE: L'année 1939?

M. DOZOIS: Il devrait le savoir, il était au pouvoir.

M. ST-PIERRE: Vous avez le rapport de 1939, la taxe n'a rien rapporté depuis de nombreuses années, c'est à cause des...

M. JOHNSON: Mais en 1939?

M. ST-PIERRE: En 1939, j'ai un chiffre i c i . Il n'y a aucune taxe qui a été rapportée. Premièrement, c'est le rapport annuel, il montre des déficits. Cela a été de même depuis 1941, la loi n'est pas exigible, et en 1939 je ne sais pas si à cette époque-là, l'Union nationale, est-ce qu'elle était au pouvoir l'Union nationale dans ce temps-là? C'est avant que je vienne au monde.

M. JOHNSON: Cela dépend de quelle partie de l'année, mais le député était Union nationale dans le temps, il doit s'en souvenir.

M. ST-PIERRE: Député de l'Union nationale... ah le député de chez-nous, il est décédé.

M. JOHNSON: Le député de St-Hyacinthe n'était pas libéral en 1939...

M. BEDARD (président): A l'ordre.

M. ST-PIERRE: Il ne s'agit pas, évidemment, de « roder » le bill que je présente, il s'agit tout simplement de...

M. JOHNSON: Non, mais est-ce que ça a déjà rapporté quelque chose? Et je demande 1939 parce que c'est la dernière année complète.

M. ST-PIERRE: Il faudrait poser la question au trésorier provincial ou au ministre des Finances parce que la partie du rapport—

M. JOHNSON: Le ministre des Finances pourrait-il me dire si ça a déjà rapporté de l'argent?

M. LESAGE: Il faudrait que je regarde les comptes publics. Je sais que depuis 1941, évidemment, ça n'a rien rapporté, mais auparavant il faudrait que j'examine les comptes publics. Je pense que le chef de l'Opposition peut le faire aussi bien que moi.

M. JOHNSON: M. le Président, on sait que c'est une vieille loi, comme l'a expliqué tantôt le jeune ministre des Travaux Publics, avec la « verdure » qu'on lui connaît, mais en 1942, par le chapitre 27, la province a renoncé à imposer cette taxe,

M. LESAGE: EUe n'a Jamais été imposée depuis.

M. JOHNSON: Le chapitre 27, M. le Président, c'était la loi concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre, quelque chose que cette loi contient sous un titre inoffensif.

On sait que c'est la loi en vertu de laquelle Québec a loué au fédéral, a fait une entente avec le ministre des Finances du Canada, qui avait pour effet évidemment, de permettre à Ottawa de s'immiscer sans restriction dans le champ de la taxation directe; et à l'article 4 on avait convenu, on avait édicté ce qui suit: « La taxe prévue à l'article 2 de la loi du remboursement des subsides par les compagnies de chemin de fer, Statuts refondus 1941, chapitre 81, n'est plus imposée à compter du 2 septembre 1941 ».

On a renoncé à ce moment-là, quelque soit un droit qui rapportait combien, je ne le sais pas, mais j'imagine que ce n'est pas un montant tellement considérable, ce n'est pas la renonciation la plus onéreuse qui ait été faite en 1942 par cette entente désormais fameuse à laquelle l'Union nationale s'était évidemment objectée avec vigueur, c'est une des conséquences dis-je, de cette entente entre le fédéral et le provincial, mais l'obligation de faire rapport subsistait, et si le ministre nous dit qu'il n'a plus aucun intérêt à recevoir de tels rapports, eh bien nous n'avons pas d'objection à voter la loi, d'autant plus que la régie des transports reçoit des mêmes chemins de fer, pratiquement les mêmes informations ou du moins les informations de base dont nous aurions besoin pour nos fins.

Je serais opposé au bill présenté par le ministre ce matin, si on se privait ainsi d'un moyen de recueillir des statistiques qui sont absolument nécessaires, je crois, au moins pour la planification ou pour les travaux du

Conseil d'orientation économique, ou encore les travaux du ministère de l'Industrie et du Commerce; mais le ministre nous donne l'assurance que ces statistiques, on peut les obtenir quand même. Le ministre a répété de plus au lieu d'abolir la loi, amender les formules de façon à...

M. BELLEMARE: Garder l'article 5.

M. JOHNSON: ... obtenir des statistiques dont aurait besoin le Conseil d'Orientation économique, parce qu'il reste que ces statistiques doivent représenter un certain intérêt. Le ministre a-t-il songé à l'instrument dont il privait le Conseil d'orientation économique en présentant un projet de loi aussi important ce matin?

M. ST-PIERRE: Pour répondre au chef de l'Opposition, je dois dire qu'au point de vue du ministère des Travaux publics, nous avons examiné tout ce qui pouvait se rapprocher aux statistiques que nous recevons, et tout ce qui peut concerner l'intérêt général dans ces rapports.

ports a des rapports sur la qualité des voies, et aussi sur les accidents et tous les aspects qui seraient d'intérêt public. Quant au rapport lui-même, le rapport que nous recevons est plutôt un rapport des opérations et de la longueur des voies.

Or, on sait que depuis de nombreuses années, les chemins de fer ont des déficits et que les rapports que nous recevons sont des rapports qui montrent des déficits; tandis qu'il n'appartient pas au ministère des Travaux publics évidemment de dire s'il y a des revenus que nous perdons, car il n'y en a pas de revenus que nous perdons, dans mon opinion personnelle. Quant au rapport par lui-même, il donne des chiffres qui sont, à mon point de vue, faciles à obtenir d'une autre façon que par un rapport annuel fourni par les chemins de fer. C'est mon opinion et je crois qu'en demandant d'abroger cette loi, c'est de nature à prévoir la refonte des Statuts et enlever une partie de la loi qui n'est pas utile.

M. LE PRESIDENT: Adopté?

M. JOHNSON: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté.

M. JOHNSON: Voici, ah, est-ce que vous êtes en comité déjà? Un instant, vous êtes venus sans que je m'en aperçoive, j'étais occupé à fouiller. Si on était en comité je poserais une

autre question. On a vu dans les journaux que le ministre de l'Agriculture vient d'annoncer une très grande nouvelle pour le développement d'une région sous-équipée. Une entente avec Ottawa proclama solennellement par des communiqués de presse, des réunions, des dépenses pour faire une enquête sur les moyens de transports entre la rive Sud et la rive Nord et dépensé \$ 5,000. Il y a une affaire formidable qui se passe dans la province, M. le Président, c'est qu'ARDA là, ça a rapport à cette loi. Arda nous amène...

M. LESAGE: Je ne vois pas beaucoup de voies de chemin de fer entre Baie Comeau et Rimouski.

M. JOHNSON: ... à signer une grande entente, M. le Président, entre le fédéral et le provincial pour faire une grande enquête sur les facilités de transport entre la rive sud et la rive nord de l'estuaire du St-Laurent...

M. BERTRAND (Missisquoi): Il est en train de nous monter un bateau.

Il est à peu près évident que la Régie des trans-

M. JOHNSON: ... et on va affecter à cette enquête \$5,000 dont la moitié est payée par le provincial et la moitié par le fédéral. M. le Président, par cette loi-ci qui prévoit des rapports à être expédiés à la Régie des transports, M. le Président, on pouvait avoir toutes ces données-là sans faire ce « flafle » et dépenser \$5,000. On a dû dépenser rien qu'en planification de ce grand projet, en déboursés de voyage et en déboursés de publicité, au-delà de \$5,000. Tout ça pour nous dire qu'on va faire une affaire conjointe, alors qu'on avait tous les chiffres dans un département ou dans l'autre, et à la Régie des transports toutes les données pour sortir un rapport pareil, M. le Président.

M. COURCY: M. le Président, c'est justement parce que la Régie des transports n'a pas les données que cette enquête-là se fait actuellement.

M. JOHNSON: Mais, M. le Président, elle devrait les avoir.

M. COURCY: C'est demandé par le ministère des Transports...

M. JOHNSON: Elle devrait les avoir, M. le Président, si elle ne les a pas. Et la manière de les avoir, ce n'est pas de se fier à Ottawa et signer un plan conjoint pour avoir des statistiques sur les compagnies de camionnage et les bateaux. Il y a Clarke Steamship. On n'a rien

qu'à regarder les comptes publics, M. le Président, puis on sait ce qui se passe là. Le Père Nouvel, et puis des lignes de camionnage et, comme elles sont centralisées de plus en plus entre les mains de quelques intérêts que le député de Rimouski connaît bien, les intérêts « maîtres chez-nous », les intérêts de New-York, ça aurait été facile de faire un rapport sans nous donner l'impression qu'on venait de signer un autre grand plan conjoint destiné à sauver l'agriculture et à relancer l'économie de la rive sud...

M. COURCY: M. le Président, ça peut aider l'agriculture, mais ARDA, il faut bien comprendre que ça ne regarde pas essentiellement l'agriculture. ARDA est une loi d'aménagement rural et non une loi d'aménagement agricole.

M. JOHNSON: Et le problème des agriculteurs n'est pas seulement un problème d'agriculture.

M. COURCY: Non, c'est ça.

M. JOHNSON: Ce n'est pas moi, ni le ministre qui a dit ça, c'est Eisenhower quand ils (les Etats-Unis) ont passé les premiers plans...

M. COURCY: Ils avaient raison.

M. JOHNSON: ... d'aménagement rural. M. le Président, j'ai l'impression que ça manque de planification dans le gouvernement. Le ministre pourrait-il nous dire qui lui a suggéré de présenter cette loi-là? Est-ce que c'est le Conseil d'orientation économique, le Comité interministériel de planification ou tout simplement le premier ministre qui a rencontré un directeur du Canadien national qui lui a dit: « Bien, c'est bien achaland de remplir ces rapports-là, vous ne pourriez pas abolir cette loi-là? »

M. ST-PIERRE: M. le Président, pour répondre au chef de l'Opposition, je dirais que la principale personne qui m'a suggéré, c'est le sous-ministre qui, lui, en prenant connaissance de ces rapports depuis de nombreuses années, a remarqué que ces rapports par eux-mêmes ne donnaient rien de nouveau...

M. JOHNSON: C'est-y du...

M. ST-PIERRE: ... et si on regarde le rapport de 1937 par exemple ou le rapport de 1945, il n'y a pas grand différence avec celui de 1962, puisque les chemins de fer sont plutôt dans un état où ils ne construisent pas d'autres lignes,

sauf une qui est connue facilement par les journaux, et qu'il y a des lignes même de chemins de fer qui sont discontinuées. Quant à l'état financier, bien il n'appartient pas au ministère des Travaux publics de savoir ce que ça rapporte, car le rapport est aboli depuis qu'on a fixé des lois d'impôt pour remplacer ces lois. Alors l'intérêt général le dicte et le sous-ministre l'a dicté aussi et c'est pour ça qu'aujourd'hui nous la présentons ici en Chambre.

M. JOHNSON: Le ministre est bien agréable ce matin de nous fournir des renseignements aussi spécifiques sur l'inspiration de cette législation importante. Je comprends que c'est d'abord le bien général qui lui a dicté ça, mais est-ce que le ministre a une manière spéciale de capter, d'entendre exactement ce que dicte le bien général?

M. ST-PIERRE: C'est par le coeur qu'on entend.

M. JOHNSON: C'est par le coeur.

M. BELLEMARE: Un bon radar.

M. BEDARD (président): Adopté.

M. BELLEMARE: Un bon radar, c'est de l'électrocardiographie.

M. BEDARD (président): M. le Président, à la suite de ce débat, le comité a adopté la résolution relative au bill No 17.

M. LE PRESIDENT: M. St-Pierre propose que la résolution soit maintenant lue et agréée. Cette motion sera-t-elle adoptée?

UNE VOIX: Adoptée.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture.

M. LESAGE: Deuxième lecture.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture adoptée?

M. JOHNSON: Oui.

M. LE PRESIDENT: Adoptée.

M. LE GREFFIER: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LESAGE: Troisième lecture.

M. JOHNSON: Prochaine séance.

M. LE PRESIDENT: A la prochaine séance.

M. JOHNSON: C'est compliqué, ça, M. le Président.

M. LESAGE: Le bill 13, item 34.

M. LE PRESIDENT: M. Courcy propose la deuxième lecture du bill No 13, Loi sur l'hygiène et les aliments et la santé des animaux.

M. JOHNSON: Est-ce qu'on ira en comité plénier tout de suite ou si le ministre a un grand discours.

M. LESAGE: Non, le ministre a des explications à donner, je crois.

M. COURCY: Oui, parce que c'est assez important.

M. le Président, avant d'expliquer pour quelles raisons pratiques le bill 13 confie au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation de nouvelles responsabilités en matière de surveillance sanitaire des denrées alimentaires, je crois nécessaire d'attirer l'attention de la Chambre sur le fait que ce projet intitulé « Loi sur l'hygiène des aliments et de la santé des animaux » comporte deux concepts distincts, mais connexes et même inséparables; celui de la sauvegarde de l'hygiène publique, et celui de l'éducation des agriculteurs en matière de production et de mise en marché des produits agricoles.

Il va de soi, M. le Président, que le consommateur a droit à la protection des pouvoirs publics quant à la salubrité des aliments qui lui sont offerts en vente. Ce principe, étant partout reconnu dans les pays évolués, il reste que le problème d'ordre pratique est d'assurer le mieux possible cette protection des consommateurs. Puis-je faire remarquer à la Chambre que ce sujet est actuellement à l'étude, non seulement dans toutes les provinces canadiennes, mais également dans le monde entier. En matière d'inspection sanitaire des animaux et des aliments, un comité consultatif de santé publique vétérinaire de l'organisation mondiale de la santé, énonçait, en 1957, un principe d'efficacité; à savoir l'établissement d'une liaison très étroite entre les services de santé et les services agricoles.

Voyons ce que ces groupes de santé publique vétérinaire préconisaient en matière de prévention et d'élimination des zoonoses, c'est-à-dire des maladies, qui, dans la nature, sont transmissibles des animaux à l'homme, et vice versa. Je cite un extrait du rapport en

question: « La prévention et l'élimination des zoonoses, c'est-à-dire des maladies transmissibles de l'homme aux animaux, ou vice versa, dépendent dans une large mesure de la lutte contre ces maladies chez les animaux. L'expérience a démontré que ces maladies, par leur nature même, ne peuvent être combattues avec succès si les services de santé et les services agricoles agissent indépendamment les uns des autres. La meilleure manière de s'attaquer utilement à une zoonose donnée, consiste à coordonner les efforts des services de santé, et ceux des services agricoles et autres.

Les services officiels de santé publique vétérinaire peuvent jouer un rôle important à cet égard, tout particulièrement dans les campagnes dirigées contre les maladies; telle larage.

Il est tellement évident qu'une opération doit régner entre les administrations de la santé et de l'agriculture pour que l'hygiène des denrées alimentaires soit obtenue le plus efficacement, que le groupe de santé publique vétérinaire, dont je parle, a recommandé que, chaque fois que c'est possible, toutes les responsabilités relatives à l'hygiène des denrées alimentaires soient concentrées sous la direction d'un seul service, au sein de l'administration gouvernementale.

Quant à savoir de quel ministère doit relever ce service unique de l'hygiène des denrées alimentaires, le groupe consultatif dont je continue de parler faisait remarquer que cette responsabilité a été confiée à divers ministères selon les pays; ceux de la Santé, de l'Agriculture, du Ravitaillement, de l'Intérieur, de la Protection sociale, de l'Assainissement, ou conjointement à plusieurs d'entre eux.

Cependant s'il faut tenir compte de la recommandation de grouper toutes les responsabilités relatives à l'hygiène des denrées alimentaires sous la direction d'un seul service et donc, d'un seul ministère, j'expliquerai maintenant pourquoi il importe, dans le contexte économique qui est le nôtre, de confier cette responsabilité sur le plan provincial au ministère de l'Agriculture.

Dans la majorité des provinces canadiennes, c'est le ministère de l'Agriculture qui est responsable de l'inspection des viandes, du lait et des produits laitiers à partir de la ferme jusqu'à la sortie de l'usine. Cette inspection se fait selon des normes qui sont définies par le ministère fédéral de la Santé quand il s'agit de produits faisant l'objet d'un commerce interprovincial ou international, et selon des normes qui sont définies par les ministères provinciaux quand il s'agit de produits agricoles de consommation locale.

Avant d'aller plus loin, il convient de souligner ici que le présent projet de loi n'enlève au ministère de la Santé du Québec aucun de ses pouvoirs relativement à la protection de la santé humaine. À cet égard, le ministère de la Santé conserve les pouvoirs les plus étendus, comme on peut le voir notamment aux articles 8, 42, 55, 75 et 80 de la Loi de l'hygiène publique du Québec. Il convient également de remarquer que les autorités municipales demeurent soumises à toutes les obligations sanitaires que leur impose, et la Loi de l'hygiène publique du Québec et les lois organiques qui les régissent, que ces autorités ne perdent aucune de leurs attributions relativement à la salubrité publique.

J'ai parlé de normes concernant l'hygiène des denrées alimentaires et qui peuvent être définies soit par le ministère fédéral de la Santé soit par les ministères provinciaux. En pratique, dans tous les cas où les produits agricoles font l'objet d'un commerce interprovincial ou international, il est tout à fait nécessaire, à moins que l'on ne veuille empêcher les producteurs agricoles de bénéficier d'un plus large marché possible, que ces normes fédérales et provinciales soient exactement les mêmes.

Au fédéral présentement, la définition des normes hygiéniques des aliments appartient au ministère de la Santé, mais la responsabilité de l'application de ces normes appartient pour des raisons d'efficacité au ministère de l'Agriculture. Ceci me ramène à mon affirmation du début, à savoir qu'on ne saurait dissocier la question de l'hygiène des aliments de celle de leur production sanitaire et économique, non plus que de leur commercialisation au meilleur prix possible.

Considérons successivement certains aspects de la production de l'hygiène des produits laitiers et des viandes. Il est entendu que le lait, étant un produit très périssable et un milieu de culture idéal pour les bactéries pathogènes et autres, peut véhiculer des maladies animales transmissibles à l'homme, et même des maladies d'origine humaine. D'autre part un lait de haut « comptage » bactériologique contenant ou non des bactéries pathogènes est impropre à la fabrication du fromage, du beurre et de poudre de lait de qualité. En 1964, avec toutes les autres provinces canadiennes, le Québec va participer à une grande campagne nationale d'amélioration de la qualité du lait et de la crème destinés à la fabrication des produits laitiers.

Voici un cas où une norme de qualité aura été définie par le ministère fédéral de la Santé et dont les ministères de l'Agriculture des provinces se chargeront de l'application. Dorénavant tout lait de transformation devra subir à

l'usine des épreuves de qualités portant sur l'apparence et l'odeur, la température, les matières étrangères et l'activité bactériologique.

Il va de soi que le succès d'un tel programme d'amélioration de la qualité du lait repose, avant tout, sur une campagne d'éducation des producteurs laitiers.

Il va falloir convaincre ces producteurs, ce à quoi le ministère de l'Agriculture emploiera tout son personnel d'agronomes et de vétérinaires, que la production d'un lait de qualité fait partie intégrale de l'exploitation profitable d'un troupeau laitier.

Que le but principal du programme soit l'amélioration de la qualité commerciale du lait et la meilleure réputation possible des produits laitiers canadiens sur les marchés domestiques et étrangers, cela est vrai. Mais il reste qu'en travaillant à la réalisation de cet objectif, on tend à éliminer la présence possible de bactérien pathogènes dans le lait, et donc, à améliorer la qualité hygiénique.

Je souligne, une fois de plus, que le succès de ce très vaste et très important programme nécessitera, non seulement la participation des industriels laitiers, mais la plus étroite coordination des services vétérinaires et agronomiques.

Pour ce qui a trait à l'élimination de maladies animales transmissibles à l'homme, il est encore bien évident qu'il importe d'aller tout d'abord à la racine du mal, c'est-à-dire à la ferme même. Les résultats obtenus dans le passé par le service d'hygiène animale du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans l'éradication de la tuberculose bovine et de la brucellose en font foi. En groupant la majorité des médecins-vétérinaires dans ce service d'hygiène animale du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, on pourra faire porter leurs efforts sur la répression des maladies animales, et sur l'hygiène animale au triple niveau de la production, de la transformation et de la distribution.

Au niveau de la production leur travail aura une portée économique considérable car les maladies microbiennes et parasitaires dont peuvent être atteints les animaux sont très onéreuses pour l'économie agricole.

Par la même occasion, on permettra aux vétérinaires d'exercer une action préventive, car il ne suffit pas d'inspecter et de confisquer des viandes au niveau du détail, il faut enrayer le mal à sa base. Il faut donner aux producteurs les moyens de s'améliorer. Il y a là une première raison de grouper l'activité de la majorité des médecins vétérinaires du gouvernement au sein du ministère de l'Agriculture et

de la Colonisation.

Un second aspect de cette question, c'est que l'inspection des viandes au Canada, tout comme aux Etats-Unis, en France, en Allemagne, relève du ministère fédéral de l'Agriculture. Pour les nécessités du commerce interprovincial et international, les abattoirs du Québec demanderont en nombre toujours grandissant l'inspection sanitaire du gouvernement d'Ottawa. Cependant, pour ce qui est de tous les autres abattoirs, le ministère de l'Agriculture du Québec en fera l'inspection selon des normes qui ne seront en rien inférieures à celles d'Ottawa. Mais il semble assez évident qu'une collaboration doit se maintenir en ce domaine, entre le ministère de l'Agriculture d'Ottawa, et le ministère de l'Agriculture du Québec.

Cependant, la surveillance du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation ne saura se limiter en matière de maladie du bétail au niveau de la ferme et des abattoirs. Elle s'étendra au transport et aux encans publics d'animaux vivants, et à la disposition hygiénique des animaux malades, et même des animaux morts.

Qu'il s'agisse, M. le Président, des produits laitiers ou des viandes, c'est en groupant le plus grand nombre de vétérinaires, et avec les agronomes, les techniciens et les inspecteurs sanitaires dans les secteurs de la production et de la commercialisation, que l'on pourra le plus économiquement élaborer un programme coordonné de surveillance hygiénique des aliments, que l'on rendra le plus de services aux producteurs, et que la santé humaine, automatiquement, sera le mieux protégée.

De ces exemples, passons à une vue d'ensemble du projet de loi. Le projet pose d'abord comme règle générale, que les aliments doivent être sains et de provenance saine et que toutes les opérations s'y rapportant à partir de la production jusqu'à la livraison au consommateur doivent être entourées de précautions sanitaires requises pour en assurer la salubrité. Il confie ensuite au gouvernement la tâche de préciser par règlements les conditions d'application de cette règle générale. En ce qui concerne la protection sanitaire des animaux, le projet permet de réglementer les conditions de salubrité des lieux d'élevage des véhicules transportant des animaux et des lieux de rassemblement d'animaux ainsi que la façon de disposer des animaux incurables et des cadavres d'animaux.

Il interdit en outre, la vente à l'enchère d'un animal présentant des symptômes apparents de maladie, ainsi que l'accès de cet animal à un marché public ou à une exposition. Sans entrer

dans les détails, je mentionnerai seulement que le progrès se rattache à quatre lois existantes. Les articles 1 à 8 du projet modifient la loi des produits agricoles pour y ajouter des dispositions sur l'hygiène des aliments. Les articles 9 à 12 modifient la loi de la protection sanitaire des animaux pour élargir la portée de cette loi et retoucher quelques-unes de ces dispositions. Les articles 13 à 15 enlèvent de la loi de l'hygiène publique du Québec et de la loi des produits laitiers les dispositions couvertes par ce projet.

En conclusion, je me sens justifiable d'affirmer que la loi proposée marque une amélioration importante sur la législation actuelle en ce qu'elle coordonne plus étroitement la surveillance sanitaire avec la surveillance économique et permet au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation d'exercer à fond sa mission éducative dans le domaine de l'hygiène des aliments et celui de la salubrité des lieux d'élevage et des lieux de rassemblement des animaux.

Cette coordination pourra être assurée par la centralisation des services vétérinaires gouvernementaux au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation étant donné que les objectifs de l'hygiène vétérinaire ont une portée économique considérable qu'ils se rattachent à l'hygiène de la production et de la mise en marché des animaux et de leurs produits.

Avant de terminer cet exposé, je tiens à faire une remarque importante concernant la composition du personnel qui sera chargé au sein du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation de l'application de la loi sur l'hygiène des aliments et de la santé des animaux. Ce personnel sera composé de médecins vétérinaires, d'agronomes, de techniciens et aussi d'inspecteurs sanitaires, le nombre de ces derniers étant destiné à s'accroître.

En effet, comme le ministère dont j'ai la direction se propose un effort considérable de prévention en allant à la source même du problème, c'est-à-dire à la ferme, on réduit le danger du point de vue santé publique, c'est-à-dire l'implication médicale du problème.

Certaines fonctions d'inspection ne peuvent et ne pourront être confiées qu'à des vétérinaires ayant un diplôme en hygiène publique ou encore à des techniciens qui auront reçu un certificat d'inspecteur sanitaire. Ce sont des diplômés qui permettent de faire tout entre la médecine vétérinaire et la médecine humaine, dans le domaine de la santé publique. Je tiens donc à souligner que le transfert à l'Agriculture des responsabilités de ce projet ne tranchera nullement le lien nécessaire entre le service d'hy-

giène animale et l'Ecole d'hygiène de l'université de Montréal qui est la seule dispensatrice autorisée des deux diplômes que je viens de mentionner.

De même n'est-ce aucunement l'intention du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation de cesser toute collaboration avec le ministère de la Santé. Il va sans dire qu'en toutes circonstances, où la santé publique serait en cause le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation se ferait un devoir de modifier au besoin son action auprès des producteurs, des transformateurs et des distributeurs de produits agricoles, de façon à sauvegarder la santé publique.

Puis-je rappeler, en terminant, M. le Président, que le but principal du projet de loi en est un de coordination; il faut bien comprendre que le ministère dont j'ai la direction, possède déjà un vaste champ d'activités et qu'il n'assume pas de nouvelles responsabilités pour le simple plaisir de la chose. Je crois sincèrement qu'au Québec, comme ailleurs, moyennant le concours des agronomes, des vétérinaires et des divers spécialistes à son service, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation pourra veiller efficacement à la qualité et à la salubrité de la production agricole, tant pour le bénéfice du consommateur que du cultivateur.

M. DOZOIS: M. le Président, vous trouverez peut-être curieux que dans l'étude du bill 13, je succède au ministre de l'Agriculture. Je tiens à vous aviser dès maintenant que je laisserai à d'autres le soin de faire des considérations générales sur la portée de ce bill et que je m'en tiendrai à un aspect particulier de cette loi; et si je le fais maintenant, M. le Président, c'est que je ne serais peut-être pas ici lorsqu'on reprendra, lorsqu'on continuera l'étude du bill 13 puisque je serai retenu à Montréal mardi pour une bonne partie de l'après-midi.

M. le Président, si j'ai quelques remarques à faire sur le bill 13, qui concerne l'inspection des aliments, c'est que je veux signaler à cette Chambre le problème particulier qui concerne la cité de Montréal. Comme vous le savez, M. le Président, la cité de Montréal, par son service de santé, assume depuis de nombreuses années l'inspection des aliments qui sont consommés ou qui sont vendus dans les limites de la cité de Montréal. Mais l'action du service de santé de Montréal dépasse les limites de la cité proprement dite, car il est évident que les usines situées dans les limites de Montréal ne se contentent pas de vendre uniquement dans les limites de la cité surtout depuis quelques années avec le transport par camion qui a pris beaucoup d'en-

vergure; cela veut dire que les industries localisées à Montréal et surveillées par le service de santé de Montréal vendent leurs produits par camion quotidiennement dans une région très vaste.

Je sais qu'il y a des camions de laiterie de Montréal qui font quotidiennement la livraison du lait jusqu'à Ste-Agathe. Dans d'autres directions, c'est jusqu'à Valleyfield, Dorion, ou dans d'autres directions jusqu'à Berthier, etc. C'est donc dire que la ville de Montréal assume des frais considérables pour assurer à la population de Montréal, et par ricochet à une population d'un très vaste secteur de la province, des aliments qui conviennent à la consommation humaine. Les frais ainsi imposés à Montréal, si je me rappelle bien, M. le Président, s'élèvent à près d'un million de dollars annuellement. Je sais que la ville de Montréal maintient, à son service de santé, la division d'inspection des aliments avec un personnel des plus compétents. Je sais qu'il y a là des médecins-vétérinaires, hygiénistes diplômés d'une très grande compétence; il y a des agronomes; il y a des inspecteurs sanitaires très nombreux, un personnel très nombreux, très compétent, très qualifié.

Mais cela coûte tout de même aux citoyens de la ville de Montréal près d'un million de dollars. J'ai souvent discuté de ce problème avec le directeur du service de santé de Montréal, alors que j'étais membre du comité exécutif, et nous trouvions, comme administrateurs de la cité, que c'était un service très coûteux à assumer et surtout lorsqu'on considère que ce service desservait non seulement la population de Montréal, mais la population de toute une bonne partie de la province.

Et je me rappelle que lorsque nous discussions de cet aspect du problème, que le Docteur Groulx qui est directeur de ce service, nous faisait remarquer qu'en tant que directeur du service de santé, il ne pouvait pas prendre la responsabilité d'accepter les inspections des autres gouvernements qui, eux, ayant des normes s'appliquant à la grandeur de la province, ne pouvaient pas satisfaire à ses exigences comme directeur du service de santé d'une municipalité où, ayant une population plus dense, les dangers d'épidémie étaient plus graves.

C'est pour cela que le docteur Groulx disait: « je dois, et c'est ma responsabilité, exiger pour les aliments que l'on consomme à Montréal, des standards d'inspection beaucoup plus élevés que ceux qui ont cours dans le reste de la province, et comme ces standards je les exige, je dois en conséquence, assumer l'inspection pour faire respecter ces standards que j'édicte moi-même. »

Nous comprenions la situation, mais c'était toujours à regret, M. le Président, que nous consentions nous, à l'exécutif et ensuite au conseil à voter ces crédits qui frisaient le million de dollars pour s'acquitter d'une tâche que nous considérons comme une tâche provinciale ou fédérale selon la juridiction respective de ces deux gouvernements dans ce domaine.

Mais il reste quand même, M. le Président, le fait que même si la cité de Montréal reconnaît qu'il doit y avoir des normes plus élevées pour l'inspection des aliments dans les limites de la ville, elle s'acquitte cependant d'un devoir que la province assume dans les autres parties de la province. Et si à l'occasion de cette loi la province assume ou édicte plutôt des normes plus élevées qui seraient en mesure de satisfaire le service de Santé de Montréal, j'espère que le ministère de l'Agriculture assumera à l'avenir, en lieu et place de la cité de Montréal, l'inspection des aliments et contribuera ainsi à sauver près d'un million de dollars à la cité de Montréal.

Si la province n'élève pas ces standards d'inspection au même niveau que ceux de la cité de Montréal, j'estime, M. le Président, qu'il serait peut-être équitable que la province rembourse la cité de Montréal au moins pour la partie du coût que représenterait l'inspection de la province si la ville de Montréal était satisfaite des normes de la province; c'est-à-dire que, si la cité ne faisait pas d'inspection, la province serait évidemment obligée en vertu de cette loi d'étendre son service d'inspection à la cité de Montréal, et même si l'inspection de la province n'étant pas aussi sévère ne coûtait pas autant que ce que cela coûte à Montréal, — admettons pour fins de discussion que la province soit obligée de dépenser \$400,000 ou \$500,000, — eh bien j'estime que si la cité de Montréal continue à assumer l'inspection des aliments, la province devrait au moins rembourser à la cité de Montréal, la dépense que cela représenterait pour la province si elle faisait cette inspection.

M. le Président, on doit considérer que ce problème, a plus d'acuité qu'il pouvait en avoir il y a dix ans ou quinze ans, parce que je le répète, en raison du développement du système de transport, la cité de Montréal se trouve aujourd'hui à assumer l'inspection des aliments non seulement pour la ville de Montréal, mais pour une région très vaste.

Je pense bien que les aliments que la ville de Montréal inspecte, sont vendus dans au moins 50 milles à la ronde autour de Montréal. Il y a une foule de municipalités qui, normalement, seraient sûrement obligées d'avoir leur systè-

me d'inspection des aliments si elles étaient situées ailleurs dans la province. Une ville comme Verdun par exemple, avec 80 ou 90,000 de population, si elle était située à plusieurs milles de Montréal, serait sûrement obligée d'avoir son système d'inspection des aliments. Je pense que la ville de Verdun en a un, mais évidemment, il n'est pas aussi considérable, proportionnellement que celui de la ville de Montréal, parce que la ville de Montréal inspecte même les établissements de Verdun puisque ces gens-là viennent vendre à Montréal.

Alors, pour toutes fins pratiques, M. le Président, c'est bel et bien la cité de Montréal qui assume les frais d'inspection des aliments, non seulement dans la ville de Montréal mais dans toute la région montréalaise. Il ne serait que juste et équitable, à mon avis, que la province assume sinon la totalité des frais que représente ce service, du moins, en partie et au moins la partie d'épargne que cela peut représenter pour la province.

M. BROWN: Mr. Speaker, I would like to say a few words to support the honourable Minister of Agriculture on this legislation. It is most important to the farmers of the province of Quebec, and to the consumers also, that this law is put into being, first of all for the domestic market, because often times animals or products from outside of our province being shipped in, and not properly inspected, have caused declaim in our own domestic market. In the past, as we know, in Ontario, we had a meeting at a time when there were certain irregularities being committed in the province of Ontario that certainly open my eyes up, that is dead animals being rapt in roasts with the application of vinegar to cut down on the taste, and this was found in many places in Ontario. It certainly was not to be too much desired. And the case of mixing meat that is supposed to be for the consumption of animals put in to stores for human consumption.

Not only that but in protecting the health of our own animals, much of the cause of hog cholera is often times, using products of human consumption to feed hogs whether there is a law for it, or against it, it certainly has not been tight enough. So that we have had in the past several epidemics that have stemmed from the fact that these hogs picked up their first infection from eating food that was for human consumption.

There is another view point which is most important to us in the province of Quebec, and that is the economic stagnation that comes if there is an epidemic with our animals in the

province, because we do have a very good market in the United States if we have a clean bill of health here in the province of Quebec; and in many farms across the border in Vermont and New York state, they buy young cattle from the province of Quebec to replace their herds rather than to grow them, and if we do run into epidemics that do start from food that is not properly looked after; it certainly can be a great ill to our economic life and the farmers of the province of Quebec. And I think more than anything else perhaps is the loss in confidence over certain products that are found to be contaminated, and the publicity that goes with it, that this hits our store keepers and our marketing of agricultural materials all over the province in small stores, and large stores too. For this reason, I am heartily behind and most of our farming population is heartily behind the law, the Bill 13 that our Minister is bringing in.

M. LE PRESIDENT: Cette motion de deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

DES VOIX: Non.

M. JOHNSON: M. le Président, il y en a d'autres qui voudraient parler là-dessus, je ne sais pas si on devrait...

M. LE PRESIDENT: Il y en aura d'autres.

M. JOHNSON: M. le Président, il y en aura d'autres qui voudraient parler là-dessus. Je ne sais pas si on devrait...

M. LE PRESIDENT: Est-ce que c'est le chef de l'Opposition qui demande l'ajournement?

M. GOSSELIN: Je demande l'ajournement.

M. LESAGE: Alors nous nous réunirons de nouveau mardi, M. le Président, à 3 heures tel qu'entendu, hier soir. D'abord je proposerai la motion, l'adoption de la motion pour la formation du comité de redistribution, qui apparaît aujourd'hui en appendice. Nous proposerons ensuite la 3e lecture des deux projets de loi dont nous avons terminé l'étude en comité aujourd'hui, soit le bill 8 et le bill 17, je crois. Nous continuerons en 2e lecture puis en comité l'étude du bill 13 et si la journée n'est pas terminée, nous entreprendrons l'étude du bill 54, le Code du travail.

M. LE PRESIDENT: La Chambre est ajournée, à mardi après-midi à 3 heures, mardi.

M. LESAGE: 3 heures mardi.